

Le RND s'entredéchire en public

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4761 - Dimanche 21 avril 2019 - Prix : 10 DA

Bensalah
Ouaret nommé DG des Douanes
et Hiouani Gouverneur de la
Banque d'Algérie par intérim

Page 2

Ecartés de la réunion d'aujourd'hui avec Sidi Saïd

Les syndicalistes contestataires saisiront la justice

Page 3

La conversation téléphonique Trump-Haftar

Par Mohamed Habili

Lorsque, dans la nuit du 4 au 5 avril, le maréchal Haftar a donné l'ordre à ses troupes de marcher sur Tripoli, l'étonnement, l'in-crédulité même, prévalaient chez tout le monde, à l'exception bien sûr de ceux, peu nombreux sans doute, qui en étaient informés. Tous les autres se disaient que soit Haftar avait été pris d'un accès de folie, soit qu'il s'était laissé berné par les Américains, ou par l'un ou l'autre de leurs alliés. De la même façon que l'avait été des années auparavant Saddam Hussein par l'ambassadrice américaine de l'époque, qui lui avait fait croire que son pays n'interviendrait pas contre lui s'il lui prenait fantaisie d'envahir le Koweït. Haftar, se disait-on, devait avoir sondé quelque pont américain, directement ou indirectement, sur son intention de prendre Tripoli par les armes, et que ce membre du pouvoir américain lui avait fait une réponse étudiée pour lui faire prendre une décision suicidaire. Puis les jours ont passé, et toujours pas d'ultimatum de la part ni des Américains, ni des Français, ni des Britanniques, lui enjoignant non seulement de stopper son offensive mais de retourner aux positions dont il était parti dans la nuit du 4 au 5 avril. Mais déjà l'étonnement du monde avait beaucoup baissé. C'est qu'on se rappelait ce détail : l'offensive avait commencé alors même que le secrétaire général de l'ONU se trouvait en visite à Tripoli. Dès le lendemain d'ailleurs, Antonio Guterres s'envolait pour Benghazi pour demander à Haftar d'arrêter l'offensive.

Suite en page 3

Marches pour le 39^e anniversaire à Tizi Ouzou, Béjaïa, Alger, Batna...

Grandiose célébration du Printemps berbère

● Printemps berbère et hirak/Des luttes à réinventer [Lire page 2](#)



Ph/D. R.

France/Algérie/Islam

49 imams algériens accueillis par la Grande Mosquée de Paris

Page 4

Développement durable

FMI : relever les grands défis passe par des financements adéquats

Page 13

Tizi Ouzou

Imposante marche pour le 39^e anniversaire du Printemps berbère

■ La traditionnelle marche du 20 avril, commémorative du Printemps berbère, a drainé hier des milliers de personnes à Tizi Ouzou.

Par Hamid Messir

La Kabylie était hier unie et réunie par cette date mémorable du combat identitaire pour marcher les uns aux côtés des autres. Vers 10h, les premiers manifestants arrivaient au niveau du point de départ de la manifestation, à savoir le campus Hasnaoua de l'université qui porte le nom de celui qui a été à l'origine du printemps d'avril 1980, en l'occurrence Mouloud Mammeri. L'avocat Mokrane Ait Larbi était parmi les premiers arrivés. Freinés par un cordon de policiers, les partisans du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK) n'ont pas pris le départ pendant que les autres manifestants étaient autorisés à entamer la marche. Au bout d'une heure voire un peu



plus d'attente, constatant l'entêtement des makistes et l'opposition affichée par les autres manifestants à toute forme de répression en une aussi importante date, les policiers ont été instruits de quitter les lieux, per-

mettant ainsi le départ réel de la marche scindée en carrés selon l'appartenance politique mais à l'unisson en gloire de la date historique. Chacun scandait ses slogans et brandissait ses propres mots d'ordre avec des points de

convergence pour rendre hommage aux militants de la cause identitaire et de la démocratie. Il était un peu plus de 11h, la procession humaine progressait lentement vers les principales artères de la capitale du

Djurdjura, dans une ambiance festive et une communion totale. La marche a duré jusqu'à près de 14h avant que les manifestants ne se dispersent dans le calme, au grand soulagement de tous.

H. M.

Commémoration du Printemps berbère et du Printemps noir à Béjaïa

Forte mobilisation populaire cette année

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées hier sur le parvis de la maison de la culture pour commémorer le 39^e anniversaire des événements du 20 avril et le 18^e anniversaire

du Printemps noir. Les manifestants ont brandi des drapeaux algériens et amazighs, des portraits de Matoub Lounès, de Mouloud Mammeri, des 128 martyrs du printemps noir. Des pancartes hostiles au régime et ses symboles ont aussi été brandies. «Pour que nul n'oublie les 128 martyrs du Printemps noir», lisait sur certaines banderoles. Cette année, l'anniversaire du premier soulèvement pour la

démocratie en Algérie intervient en pleine révolte populaire dans les 48 wilayas du pays contre le régime politique en place. Le même régime qui a réprimé dans le sang le soulèvement de la Kabylie en avril 1980 et continue à diriger le pays en dépit du départ d'Abdelaziz Bouteflika qui a régné pendant quatre mandats successifs, laissant le pays dans une profonde crise économique sans précédent, une crise poli-

tique sans fin, faute de volonté. Des milliers d'étudiants sont arrivés au point de départ de la marche et la procession s'est ensuite ébranlée peu avant midi à travers le boulevard de la Liberté jusqu'à la placette de la Liberté de la presse Saïd-Mekbel. Les manifestants ont scandé «Ulac smah ulac (pas de pardon)», «Assa azzeka tamazight tala tala (tamazight existera aujourd'hui et demain)», etc. Une forte présence

féminine a été observée hier et l'effet de révolte populaire est visible chez les manifestants qui, en sus des slogans en faveur de la prise en charge réelle et effective de la culture et langue amazighes, ont scandé également des slogans du mouvement populaire que connaît le pays depuis le 22 février dernier, avant sa généralisation sur tout le territoire national une semaine après.

H. Cherfa

Bensalah Ouaret nommé DG des Douanes et Hiouani Gouverneur de la Banque d'Algérie par intérim

MOHAMMED OUARET et Ammar Hiouani ont été nommés hier, respectivement directeur général des Douanes et Gouverneur de la Banque d'Algérie par intérim, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a décidé, ce jour samedi 20 avril 2019, la nomination de Mohammed Ouaret à la fonction de directeur général des Douanes en remplacement de Farouk Bahamed dont la fin de fonction est prononcée», précise le communiqué. Le chef de l'Etat a également «chargé, ce jour, samedi, Ammar Hiouani, Vice-gouverneur, de l'intérim du Gouverneur de la Banque d'Algérie», ajoute la même source. T. N.

Printemps berbère et hirak Des luttes à réinventer

20 avril 1980, 20 avril 2019, trente-neuf ans ce sont écoulés depuis le premier mouvement populaire d'opposition aux autorités depuis l'indépendance du pays en 1962, appelé désormais le Printemps berbère, métaphore d'un éveil tonitruant de la nature insoumise des peuples.

Pour cette année, la commémoration de ce premier soulèvement pour la démocratie, tout comme celui du Printemps noir de 2001, intervient dans une contestation tout aussi populaire mais qui aura gagné tout le territoire national pour un changement radical du système. Ainsi, le contexte sociopolitique étant différent, les revendications pour ces premiers protestataires d'après-1962, relevaient de l'ordre culturel, identitaire et linguistique, à savoir l'officialisation de la langue amazighe et la reconnaissance de l'identité ber-

bère en Algérie. Ce double anniversaire a été notamment commémoré à Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira et Batna où d'imposantes marches et rassemblements pacifiques ont eu lieu «pour que personne n'oublie», et où les manifestants ont scandé «tamazight, assa azekka, thela thela (aujourd'hui et demain tamazight existera)», «Ulach smah...Ulach» (on ne pardonnera pas), ce slogan né sous les répressions du Printemps noir en 2001 qui a mis la Kabylie à feu et à sang, laissant pour mortes 126 personnes. Un dispositif policier a été déployé pour l'occasion à proximité de l'itinéraire des marches dans les différentes villes organisatrices de ce double anniversaire. Quant à Alger, c'est à la Grande-Poste que plus d'une cinquantaine de manifestants, pour la plupart des étudiants, se sont rassemblés dans le calme.

Brandissant l'emblème national et celui amazigh, tous les deux symboles de notre identité plurielle, et chantant des chants kabyles de Matoub Lounès notamment, ont appelé à la «poursuite du combat entamé par les aînés» pour «une réelle reconnaissance de tamazight, comme langue officielle et nationale en Algérie». Pour ce groupe d'étudiants rencontrés sur les lieux, «la consécration par la Constitution de la langue amazighe n'est qu'une réponse d'urgence pour calmer les esprits». En effet, estimant dans un premier temps comme étant «un tort» voire «une discrimination» le fait de ne pas avoir consacré la langue arabe et tamazight dans un même article de la Constitution, les jeunes étudiants militants de la cause berbère déplorent aussi que «l'enseignement de la langue amazighe ne

soit pas obligatoire au même titre que l'arabe». Dans ce contexte, plaçant pour «l'utilisation du tifinagh (alphabet amazigh) pour l'enseignement de la langue amazighe», ils ont refusé «la transcription latine ou arabe». Appelant ainsi les spécialistes, chercheurs et scientifiques à ouvrir un débat sur cette question.

Au demeurant, cette jonction salutaire entre l'aspiration à la justice et à la liberté à travers le mouvement populaire en marche depuis le 22 février dernier, d'une part, et d'autre part le désir de vivre pleinement sa culture, sa langue et sa différence, à travers ce double anniversaire berbère, finira sans doute par s'imposer comme l'unique moyen d'approcher de l'idéal révolutionnaire porté par les aînés mais toujours prêt à se réinventer.

Lynda Naili

Rassemblement de militants pour demander le départ d'Ouyahia

Le RND s'entredéchire en public

■ Dans la matinée d'hier, des militants du RND ont observé un rassemblement devant le siège du parti à Ben Aknoun, pour demander le départ d'Ahmed Ouyahia.



Par Louiza Ait Ramdane

Le bras de fer entre le SG du RND Ahmed Ouyahia et l'ancien porte-parole du parti, Seddik Chihab, pourtant très liés avant la révolution populaire du 22 février, se corse. Depuis son départ de la tête du gouvernement, Ahmed Ouyahia fait face à une fronde au sein de son parti. Seddik Chihab mène des protestations pour demander le départ d'Ahmed Ouyahia du poste de SG du RND. Hier, c'était une véritable

démonstration de force menée par les militants du RND. Ainsi, les cadres et militants du RND ont tenu, à Alger, dans la matinée, un grand rassemblement devant le siège de leur parti à Ben Aknoun pour signifier à Ahmed Ouyahia leur volonté de le voir partir de la direction du parti. A la tête de ce rassemblement, Seddik Chihab, député et ex-porte-parole du RND. Aussi, des militants d'une vingtaine de bureaux de wilaya ont pris part à ce rassemblement pour réclamer

la démission du chef du parti et le départ du bureau national, désignés comme les responsables des maux qui rongent le RND ces dernières années. A l'occasion, les manifestants ont scandé lors de ce rassemblement «Ouyahia dégage !», «Le parti doit être dirigé par ses militants et non par des appels téléphoniques». Seddik Chihab, ancien porte-parole, a affirmé : «Pendant 20 ans, Ouyahia n'a servi que ses propres intérêts et ceux de puissances étrangères».

Il y a lieu de rappeler que le Bureau national du RND a demis Seddik Chihab de son poste de porte-parole et secrétaire RND du bureau de la wilaya d'Alger et gelé sa présence au sein du bureau national. Une mesure venue en réponse à la déclaration de Seddik Chihab réclamant le départ immédiat d'Ahmed Ouyahia de la tête du RND. Ainsi, les deux hommes se sont lancés dans une guerre pour le contrôle du parti.

L. A. R.

Ecartés de la réunion d'aujourd'hui avec Sidi Saïd

Les syndicalistes contestataires saisiront la justice

Selon le porte-parole des syndicalistes dissidents, Abdelaziz Hamlaoui, «en avançant la date du congrès du 27 au 21 avril, Sidi Saïd a bafoué tous les statuts et toutes les lois», précisant qu'«on déposera plainte contre lui par rapport à l'irrégularité de l'action qu'il est en train de faire». Répliquant à la manifestation organisée mercredi dernier par des syndicalistes et à laquelle ont participé des milliers de travailleurs et syndicalistes devant la Maison du peuple, pour exiger son départ, Sidi Saïd, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a décidé, lors d'une rencontre tenue jeudi dernier, de convoquer une réunion extraordinaire des Unions de wilaya et présidents des fédérations pour aujourd'hui 21 avril. Selon le porte-parole des syndicalistes contestataires, Abdelaziz Hamlaoui, «les quatre Unions de wilaya de Béjaïa, Tizi-Ouzou, Tlemcen et Saïda, ainsi que le président de la Fédération métallurgie et mécanique, initiateurs du mouvement de protesta-

tion n'ont pas été invités à cette réunion». En effet, contacté par téléphone, Hamlaoui a dénoncé cette exclusion et a assuré que «les autres Unions de wilaya ont reçu, jeudi dernier, non pas des communiqués ou des invitations mais des SMS dans lesquels est mentionnée cette précision : la présence est indispensable. Mais nous, nous n'avons rien reçu», ajoutant qu'«aucun ordre du jour ne leur a été défini». Le porte-parole a indiqué qu'une réunion est prévue demain (lundi 22 avril) afin «de faire le travail qu'il aurait dû faire», précisant : «Nous nous réunirons avec les 83 membres de la CEN issus de 21 wilayas qui font partie du mouvement de protestation. Et toutes les décisions de la CEN qui se réunira le 21 avril et celles de la commission de préparation du congrès seront contrecarrées». Et d'ajouter : «On saisira directement la justice, car personne n'a le droit d'arrêter la date du congrès sans l'aval de la commission exécutive nationale». Il précisera que «la démarche de Sidi Saïd est illégale. Il a bafoué

tous les statuts et toutes les lois. On déposera plainte par rapport à l'irrégularité de l'action que Sidi Saïd est en train de mener». De son côté, le secrétaire national de l'Union de la wilaya d'Alger et membre de la commission exécutive nationale, Amar Takdjout, a indiqué qu'il s'agira d'une réunion extraordinaire qui interviendra pour répondre à une urgence, eu égard à la conjoncture actuelle. Le secrétariat national de l'Union générale des travailleurs algériens se penchera sans aucun doute sur les turbulences qui secouent ces derniers temps l'organisation. Takdjout a précisé qu'il s'agira surtout de préparer le 13^e congrès dans les plus brefs délais. Selon lui, cette échéance électorale tant attendue par les syndicalistes se tiendra au plus tard dans un mois et demi. Laissée en session ouverte depuis la réunion du 11 avril dernier organisée à Oran, la CEN devra installer le même jour les membres de la commission de préparation du congrès, qui devra se réunir le 27 de ce mois. En attendant, Takdjout a fait

observer qu'il n'est pas adepte de la politique d'exclusion mais plutôt du dialogue. «Chacun de nous a le droit de s'exprimer dans un cadre de dialogue et d'exposer son opinion», a-t-il dit, allusion faite aux Unions de wilaya contestataires. Il soutient aussi qu'il est contre toute soumission à la minorité. Réagissant au sit-in de mercredi dernier, Takdjout a souligné que certaines revendications ne sont point raisonnables. «Comment rejeter les décisions de la CEN, alors que le quorum a été atteint. Celui qui a des preuves que cette réunion s'est tenue dans l'inégalité n'a qu'à les présenter», a-t-il précisé. Sur le fait de ne pas envoyer les convocations 15 jours à l'avance aux membres de la CEN, tel que le stipule le règlement de l'UGTA, Takdjout a fait remarquer que toute situation exceptionnelle impose des mesures exceptionnelles. Le dialogue, a-t-il dit, reste la clé de résolution de tout conflit. Enfin, le secrétaire national de l'Union de la wilaya d'Alger et membre de la commission exécutive nationale

LA QUESTION DU JOUR

La conversation téléphonique Trump-Haftar

Suite de la page une

O n sait maintenant que ses chances d'être écouté n'étaient pas grandes, qu'elles étaient même nulles. Que loin d'avoir été pris de folie, Khalifa Haftar n'avait agi qu'après avoir obtenu le feu vert de tout ce qui avait voix au chapitre dans la crise de son pays. Avec la révélation faite vendredi dernier par la Maison-Blanche sur la conversation téléphonique ayant eu lieu lundi entre le Donald Trump et le maréchal Haftar, le doute n'est plus permis à cet égard : ce n'est pas contre l'avis des puissances qui comptent que Haftar avait agi mais bien avec leur accord, avec leur bénédiction. La même révélation mais faite non pas par la Maison-Blanche mais par quelque porte-parole de Haftar aurait produit un tout autre effet, indépendamment de la question de sa véracité. On n'y aurait vu le signe d'un passage à l'acte prochain des Américains, l'annonce qu'ils se décidaient enfin à prendre des mesures contre les assaillants et au profit du gouvernement libyen qu'ils reconnaissent, au même titre d'ailleurs que le reste de la communauté internationale, celui de Fayaz al-Sarraj. Mais voilà, c'est la Maison-Blanche qui a donné l'information, de surcroît après avoir suffisamment réfléchi aux conséquences, vu que l'événement en question s'était produit près d'une semaine auparavant. Ce même vendredi d'ailleurs on apprenait que Russes et Américains avaient repoussé à l'unisson une résolution proposée par la Grande-Bretagne appelant à l'arrêt de hostilités, mais qui, à ce qu'il semble, rendait responsable de ces dernières le seul camp de Tobrouk. L'autre jour, ici même, on relevait le spectaculaire retournement des grandes puissances dans le dossier Libyen, lesquelles sont passées, pour ainsi dire sans crier gare, d'un soutien privilégié au camp de Tripoli à un soutien privilégié à Benghazi. Des membres permanents du Conseil de sécurité impliqués en Libye, il n'y a que la Russie qui n'ait pas porté sur les fonts baptismaux le gouvernement de Fayaz al-Sarraj. Et des pays qui ont pris part au renversement du régime Kadhafi, il n'y a plus que la Grande-Bretagne qui donne encore le sentiment de ne pas l'avoir abandonné à son sort.

M. H.

s'est interrogé : «Rapprocher la date du congrès, n'est-ce pas là une réponse à leurs revendications?».

Thininene Khouchi

Rentrée 2019-2020 à El Tarf Renforcement des infrastructures scolaires

PLUSIEURS nouvelles infrastructures éducatives destinées à améliorer les conditions de scolarisation au niveau des trois paliers, sont attendues dans la wilaya d'El Tarf pour la prochaine rentrée scolaire, a indiqué le wali. Le secteur de l'éducation sera renforcé par trois nouveaux lycées en voie d'achèvement dans les localités d'Ain Allem (commune de Dréan), Bouhadjar et Boutheldja, a détaillé Belkateb Mohamed lors d'un conseil de wilaya tenu jeudi dernier. Pour le cycle moyen, le secteur prévoit la réception notamment d'un CEM au niveau du Lac des oiseaux ainsi que trois groupes scolaires à Chat, Chebaita Mokhtar et Dréan, signalant que pour le primaire, le secteur sera renforcé par trois groupes scolaire respectivement à El Ayoune, Besbes et El Kala. S'agissant des opérations de réfection des établissements éducatifs, lancées durant la précédente année scolaire, la même source a affirmé qu'outre l'achèvement de 104 écoles primaires sur un total de 257, huit autres sont en voie d'achèvement, 75 autres ont lancé leurs travaux puis les ont suspendus en attendant les grandes vacances pour leur achèvement et enfin 12 autres seront réhabilitées pendant les prochaines vacances scolaires. Un total de six autres opérations de réhabilitation touchant principalement au problème d'étanchéité est programmé pour l'été prochain. Trois d'entre elles cibleront le cycle moyen et le reste le cycle du secondaire, a, de son côté, déclaré le directeur des équipements publics (DEP), Salim Rezoug. Selon la même source, un montant de l'ordre de 200 millions de dinars a été consacré pour des travaux d'envergure ciblant des établissements fortement dégradés, localisés dans les communes de Chebaita Mokhtar, Souarekh et Ain Kerma. La même source a, par ailleurs, fait état de la prévision de réception de deux UDS (unités de dépistage scolaire) ainsi que de 11 terrains pour la pratique sportive. S'agissant des cantines scolaires prévues pour l'année prochaine, le secteur de l'éducation bénéficiera de 42 structures de restauration financées du FFCL (Fonds de financement des collectivités locales) en plus de l'utilisation de 11 salles de classes pour la restauration des élèves auxquelles s'ajouteront 4 autres cantines, actuellement en cours de construction à Tarf, Zitouna, Ain Kerma et Ramel El Souk, ce qui permettra de combler le déficit estimé à 33 cantines, a-t-on indiqué. Le wali a instruit les services concernés à prévoir l'ouverture de nouvelles cantines scolaires au niveau des écoles où le nombre des effectifs dépassent les 200 élèves.

Mahi Y.

France/Algérie/Islam

49 imams algériens accueillis par la Grande Mosquée de Paris

■ Ces imams francophones sont détachés pour quatre années par le ministère algérien des Affaires religieuses et des Waqf dans les mosquées de France affiliées à la Fédération nationale de la Grande Mosquée de Paris.



Par Hatem B.

Quarante-neuf imams francophones algériens ont été accueillis cette semaine par la Grande Mosquée de Paris, a-t-on appris hier auprès de cette institution du culte musulman de France. Ces imams francophones sont détachés pour quatre années par le ministère algérien des Affaires religieuses et des Waqf dans les mosquées de France affiliées à la Fédération nationale de la Grande Mosquée de Paris (FGMP), conformément à la convention de coopération signée entre l'Algérie et la France. Une cérémonie d'accueil s'est déroulée mardi dernier à la

Grande Mosquée de Paris, a-t-on indiqué, en présence des cadres et de professeurs de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne chargés des modules de formation des imams, conformément au protocole d'accord signé récemment entre les deux institutions. En début d'avril, la Grande Mosquée de Paris a signé un protocole d'accord avec l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne pour la formation des imams. Après une première expérience en 2017, pour des cours de français langue étrangère (FLE), dispensés aux imams, ce nouveau partenariat, qualifié de «plus ambitieux» devra en principe concerner jusqu'à 120 imams dans toute la France. Cet accord a été conclu entre les deux insti-

tutions en vue de compléter la connaissance en langue française et une meilleure approche de la laïcité pour les nouveaux imams. Les imams suivront un programme élaboré par les professeurs de l'université sur les thématiques qui sont le FLE, la connaissance des religions, la laïcité, le droit et la religion. Les 49 nouveaux imams ont, après un test en langue française, suivi deux jours de formation à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, a-t-on indiqué, précisant que pour les autres imams détachés déjà en poste, un planning de cours sera établi avec l'Université. Les imams de la Grande Mosquée de Paris et les étudiants aumôniers et aumôniers de son institut de théolo-

gie poursuivent chaque année une formation de diplôme universitaire (DU) «Laïcité» à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Pour les autres imams, en poste dans les régions, ils poursuivent cette formation laïcité dans l'une des 25 universités qui le dispensent. Le 6 avril, rappelle-t-on, le ministre des Affaires religieuses et des Waqf, Youcef Belmahdi, avait appelé les 49 imams à se conformer aux principes de l'islam prônant le respect, la justice, la sagesse dans leur rapport à la société du pays hôte, la France et à la représentation exemplaire de l'Algérie, conformément à la convention de coopération signée entre l'Algérie et la France en la matière.

H. B./APS

Amazighité/ Technologie

Tamazight prochainement disponible sur Google traduction

Les documents et œuvres en tamazight élaborés par le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) seront prochainement disponibles sur Google traduction, a indiqué, hier à Alger, son secrétaire général, Si El Hachemi Assad. Pour ce faire, un groupe de travail autour du projet «Traducteur automatique de la langue amazighe de type Google Translate» sera installé sous la direction du Dr Boussad Addad, chercheur en intelligence artificielle. Ce groupe sera chargé de recenser les documents traduits vers la langue amazighe par le HCA,

notamment, les textes fondamentaux de l'Etat comme la Constitution, ainsi que des textes de lois et des œuvres littéraires pour leur assurer une large diffusion, les rendre disponibles en documents numériques et donner une visibilité aux travaux du HCA, a précisé M. Assad lors d'une rencontre organisée à l'occasion de la célébration du printemps berbère du 20 avril 1980. Le même responsable a également ajouté que le HCA compte «poursuivre et approfondir sa riche collaboration» avec, notamment, son réseau universitaire algérien pour doter tama-

zight d'outils scientifiques et matériels afin d'assurer le rayonnement de l'amazighité sur l'ensemble du territoire national «sans exclusion aucune». D'autre part, il a indiqué qu'un film documentaire intitulé «Le printemps amazigh 1980 : ses acteurs et sa mémoire» sera réalisé sous la direction de l'historien Ali Guenoun. Par ailleurs, M. Assad a révélé que le HCA est désormais membre du comité scientifique et technique de l'Académie africaine des langues (ACALAN), soulignant sa participation à la dernière réunion qui s'est tenue à Brazzaville (Congo)

du 3 au 6 avril 2019, ce qui lui a permis d'exposer les grandes actions visant la promotion de tamazight en Algérie. «Ce premier jalon est significatif pour nous, car il est orienté vers un projet qui consiste en la mise en place d'une commission des langues transfrontalières véhiculaires parmi lesquelles tamazight», a-t-il poursuivi. En marge de cette journée, un hommage a été rendu à l'ancien journaliste de la Chaîne 2 de la Radio algérienne, Bacha Boukhalfa, pour les émissions qu'il avait réalisées en langue amazighe.

K. L.

Produits alimentaires

«Légère» baisse des importations

■ Les importations de l'Algérie des produits alimentaires ont «légèrement baissé» en janvier et février 2019, en comparaison avec la même période en 2018, selon la Direction générale des Douanes algériennes.

Par Mahi O.

Globalement, la facture d'importation des produits alimentaires a atteint 1,34 milliard de dollars (md usd) en janvier et février 2019, contre 1,49 md usd durant la même période de 2018, soit une baisse de 15 millions de dollars (-10,21%), précise la Direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Cette baisse s'explique, essentiellement, par une diminution des importations des céréales, des sucres, des tourteaux de soja et des légumes secs, détaille la DEP. Représentant 33% de la structure des importations alimentaires, les céréales, semoule et farine, ont atteint 441 millions de dollars, contre 550 millions de dollars, soit une baisse de 109 millions usd (-19,71%). La facture d'importation du sucre et des sucreries, elle, a également reculé à 106 millions usd, contre 173 millions de dollars, en baisse de 67 millions usd (-38,91%). Même tendance pour les tourteaux et autres résidus solides qui ont été importés pour 109 millions usd, contre 156 millions usd, en baisse de 47 millions usd (30,24%). Par ailleurs, d'autres groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses durant les deux premiers mois de 2019 et par rapport à la même période de l'année dernière. Cette augmentation a concerné, notamment, les importations des viandes (fraîches ou réfrigérées), lait et produits laitiers et enfin le café et le thé. Concernant les importations des viandes (fraîches ou réfrigérées), elles ont augmenté à 31 millions usd en janvier et février 2019, contre huit millions usd, soit une hausse de plus de 292%. La facture du lait et produits laitiers a totalisé 249 millions usd, contre 236 millions usd (+5,45%). Cette



Ph.D. R.

tendance haussière a également concerné le café et le thé qui ont été importés pour 63 millions usd, contre 55 usd durant la même période de 2018, en hausse de près de 16% durant la même période de comparaison. En plus de ces principaux produits, le reste des biens alimentaires ont été importés pour 128,15 millions usd, contre 129,89 millions (-1,34%). Concernant l'huile de soja et ses fractions, même raffinées (classées dans le groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont connu une hausse en s'établissant à 102,74 millions usd les deux premiers mois 2019 contre 96,31 millions usd à la même période de l'année en cours (+6,7%). Ainsi, la facture globale du groupe des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire s'est chiffrée à 1,44 md

usd, contre 2,45 mds usd, en baisse de plus d'un milliard usd (-41%).

Médicaments : chute de plus de 44% des importations

Pour ce qui concerne les médicaments (classés dans le groupe des biens de consommation non alimentaires), leur facture d'importation a enregistré une baisse en s'établissant à 111 millions usd en janvier et février derniers, contre 199 millions usd à la même période de l'année précédente. Une baisse de 88 millions usd (-44,36%). Durant la même période de comparaison, la DEP a relevé que les importations des antibiotiques ont connu une hausse de près de 60% pour totaliser 22 millions usd, contre 14 millions usd. Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des

importations de marchandises, dont des produits alimentaires (hors produits alimentaires stratégiques), avaient été mis en place dès le début de l'année 2018 pour réduire le déficit commercial et promouvoir la production nationale. Dans une première phase, il avait ainsi été décidé la suspension provisoire de l'importation de plus de 800 produits et l'instauration de mesures à caractère tarifaire prévues par les dispositions de la loi de finances de 2018. Cela s'est fait à travers l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC), au taux de 30% et le relèvement des droits de douane pour des produits alimentaires. Par la suite, cette suspension provisoire a été levée pour être remplacée par l'instauration du Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS). Ce dispositif

prévu par la loi de finances complémentaire 2018, comprend entre 30% et 200% de la valeur de la marchandise importée. Son décret exécutif, promulgué en janvier 2019, a fixé la liste des marchandises concernées (1 095 produits) qui peuvent être importées, mais qui sont soumises au DAPS.

M. O. /APS

Chine Hausse de la production de pétrole brut au premier trimestre

LA PRODUCTION de pétrole brut de la Chine a augmenté de 0,6% sur un an au premier trimestre pour atteindre 47,35 millions de tonnes, selon les données du Bureau d'Etat chinois des statistiques. La production avait connu une baisse de 2% durant la même période l'année dernière. En mars, la production de pétrole brut a augmenté de 2,1% sur un an à 16,54 millions de tonnes, contre une progression de 0,5% au cours des deux premiers mois. Parallèlement, la production de gaz naturel a rapporté une hausse de 9,4% sur un an pour atteindre 44 milliards de mètres cubes au premier trimestre. La Chine vise à accroître sa production de pétrole brut à 200 millions de tonnes d'ici à 2020. A noter que les principales missions de l'industrie pétrolière comprennent l'accélération de l'exploration pour assurer l'approvisionnement national de pétrole, l'accélération de la construction de réseaux de conduites et le développement d'alternatives propres.

R. E.

Tunisie/PNUD

Plus de 12 millions de dollars d'investissement en 2018

Plus de 12 millions de dollars ont été investis dans le cadre du partenariat bilatéral entre la Tunisie et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 2018, a annoncé le représentant résident adjoint du PNUD en Tunisie, El-Kebir Alaoui. Lors d'un atelier de restitution des résultats et perspectives de la Coopération Tunisie-PNUD organisé à Tunis, M. Alaoui a révélé que ces fonds ont été consacrés à la réalisation de 3 000 transactions dont le paiement de contrats de consultants et des appels d'offres. Exposé à cette occasion, un bilan dressé par le PNUD indique que ces fonds ont servi à financer 12 projets à travers 31 bailleurs différents. «Ces financements ont permis de soutenir la mise en œuvre des réformes

structurelles et d'accompagner des processus essentiels à une gouvernance inclusive à travers des interventions d'envergure nationale, localisées sur les territoires les plus vulnérables», peut-on lire dans le document dudit rapport. Le partenariat Tunisie-PNUD a permis aussi de former 2 733 personnes en adéquation avec les standards internationaux d'autant plus qu'il (le programme) a favorisé l'engagement de 200 organisations de la société civile et 800 jeunes en faveur des objectifs du développement durable, d'accompagner 29 institutions et instances pour la réussite de la transition démocratique et d'appuyer trois stratégies nationales. D'après le bureau régional du PNUD en Tunisie, ce partenariat se manifeste par l'appui à l'élaboration

de 98 projets de loi et via le renforcement de la formation de magistrats ou par l'appui à la réhabilitation d'environ 16 postes de policiers. A noter que les financements injectés par le PNUD font partie d'un montant global mobilisé pour la période 2018-2021 pour un montant de 34 millions de dollars. Lors d'un point de presse, M. Alaoui a assuré que «le PNUD envisage en 2019 de continuer son soutien au processus d'accès aux droits en Tunisie (...) nous sommes en mesure pour explorer les meilleures stratégies pour traduire les lois, les institutions et les acquis de 8 ans de travail en actions concrètes qui touchent la vie des citoyens». «La Tunisie, a-t-il précisé, a entamé le grand chantier de la décentralisation à travers les conseils municipaux

qui représentent le peuple [...] pour que ces conseils puissent accomplir leurs missions, le PNUD envisage l'organisation de sessions de formation et des ateliers de travail leur permettant d'avoir les compétences et les outils nécessaires au service des citoyens». Pour sa part, le coordinateur résident du système des Nations unies en Tunisie, Diego Zorilla, indique que son organisation «opte désormais pour le réajustement des priorités de la coopération bilatérale pour la période 2019-2020 de manière à les réadapter aux besoins de la Tunisie et pour trouver de nouvelles pistes de coopération à la lumière des prochaines échéances, notamment électorales».

Salem K./Agences

Tizi-Ouzou / Réhabilitation de la station climatique de Tala Guilef

Livraison partielle en octobre

■ Deux des quatre structures qu'abrite la station climatique de Tala Guilef, située dans la commune de Boghni (à 38 km au sud-ouest de Tizi-Ouzou) et qui est en cours de réhabilitation, seront livrées «en octobre prochain», a-t-on appris au cours d'une visite de travail du wali, Mahmoud Djemaa.

Par Anissa H.

L'entreprise turque en charge de la réhabilitation de ce complexe s'est engagée, devant le chef de l'exécutif local qui effectuait une visite de travail, à livrer l'hôtel El Arz et l'hôtel-village en «octobre prochain». Les deux autres sites de la station climatique de Tala Guilef, à savoir le restaurant en altitude et le centre animé seront réceptionnés «ultérieurement», a-t-on indiqué auprès de l'entreprise réalisatrice qui accuse un retard d'une année dans les travaux de réhabilitation de ce complexe touristique d'une capacité de 550 lits et de 710 couverts et dont les délais contractuels sont de 18 mois à compter de décembre 2017. Ce retard est dû notamment aux conditions climatiques (enneigement en hiver), à l'installation du chantier qui a pris trois mois et à l'approbation des travaux ayant «effectivement démarré depuis une quinzaine de jours», a expliqué au wali le représentant de l'entreprise turque, qui s'est engagé à atteindre un taux de réalisation de 70 à 80% vers l'été prochain et de livrer les deux structures vers le mois d'octobre. Mahmoud Djemaa qui avait demandé à cette entreprise de renforcer le chantier en moyens humains et matériels afin de respecter cet engagement et de tracer un planning des travaux, s'était



rendu au restaurant perché à 1 655 mètres d'altitude, où se trouve également une station de télésièges, un moyen de transport par câble dont la réhabilitation n'a pas été intégrée dans le plan de restauration de la station climatique de Tala Guilef, où il a donné de instructions pour la réalisation d'une étude de réhabilitation de ce télésiège dans la perspective de demander les finances nécessaires pour sa prise en charge. Le télésiège assurait jadis et jusqu'au début des années 1990 le transport d'amateurs de sports d'hivers vers la station de ski, située à

environ 1 500 m d'altitude au milieu d'une forêt de cèdres. La réhabilitation de la station climatique de Tala Guilef permettra à la localité de Boghni de devenir un pôle touristique et retrouver sa renommée de destination de choix pour le tourisme de montagne. «Une fois la station de Tala Guilef réceptionnée, il y aura certainement des rentrées énormes ce qui impactera positivement sur l'économie locale que ce soit au niveau de l'activité touristique, de la promotion de l'artisanat ou en matière d'emploi et de richesse pour la région», a observé le wali.

En matière de création d'emploi, l'entreprise de gestion touristique du centre (EGTC), qui a mis en chômage technique, le personnel de ce complexe qui avait été saccagé à deux reprises en 1995 et en 2000, prévoit déjà le recrutement pour les besoins de l'exploitation de la station de Tala Guilef quelque 200 employés. Le chef de l'exécutif local a terminé sa visite par l'inspection du projet du téléphérique de la ville de Tizi-Ouzou qui reliera la gare multimodale de Bouhinoune au mausolée de Sidi Belloua, dans le village de Redjaouna, sur une distance de 5,5 km. M. Djemaa qui a

visité la station réalisée à proximité du CEM Babouche a été informé sur place qu'un premier tronçon de ce moyen de transport par câble sera livré prochainement sitôt achevés les essais à effectuer «début mai prochain». Ce premier tronçon de transport en télécabines est d'une longueur de 2,5 kilomètres. Il assure la liaison entre le premier point de départ, sis à la gare multimodale de Bouhinoune, vers la station Babouche non loin du siège de la wilaya, avec deux haltes, l'une à la nouvelle ville et une autre au stade du 1^{er}-Novembre.

A. H. /APS

Annaba

Production prévisionnelle de plus de 1,3 million de quintaux de tomate industrielle

Une production prévisionnelle de l'ordre de 1,3 million de quintaux de tomate industrielle est attendue au cours de l'actuelle saison agricole dans la wilaya d'Annaba, ce qui permettra d'assurer la réalisation du même rendement de la saison précédente, a-t-on appris auprès de la direction des services agri-

coles (DSA). En dépit de la perte d'importantes superficies agricoles lors des inondations enregistrées au cours de la saison hivernale précédente dans la wilaya d'Annaba, la filière de la tomate industrielle a réalisé d'«importants progrès», notamment sur le plan organisationnel ainsi qu'en matière d'extension

des superficies irriguées, ce qui permettra d'assurer la stabilité du rendement dans cette filière, ont expliqué les services agricoles.

Une superficie de plus de 2.300 hectares a été réservée à la production de la tomate industrielle pour la saison agricole en cours, dont plus de 900 hec-

tares exploitées depuis le lancement de la campagne au mois de mars dernier, selon la même source.

La filière de la tomate industrielle dans la wilaya d'Annaba a enregistré au cours de la saison agricole précédente «un saut qualitatif» en matière de rendement moyen par hectare qui a

atteint 600 quintaux/ha, a fait savoir la même source. Un taux plus élevé a aussi été enregistré dans certaines exploitations agricoles qui ont adopté des systèmes modernes de plantation, d'irrigation et de récolte, notamment celle de «Gharbi Aïssa» de la commune de El Bouni qui a réalisé un rendement exceptionnel de 1 200 quintaux par hectare durant la saison agricole précédente.

Le système d'irrigation du goutte-à-goutte couvre 450 hectares des superficies agricoles exploitées dans la production de la tomate industrielle dans la wilaya d'Annaba, tandis que les autres exploitations agricoles versées dans ce domaine adoptent la technique d'irrigation d'appoint, selon les mêmes services. La généralisation de la technique d'irrigation du «goutte-à-goutte» et l'organisation de cette filière à travers les différentes étapes de la production, de la récolte et de la transformation de la tomate industrielle est susceptible de réaliser les objectifs de rendement fixés dans ce domaine, a assuré la même source.

Ouargla

Plus de 2 700 foyers à raccorder au réseau de gaz naturel en 2019

Une opération de raccordement de 2 783 foyers au réseau d'alimentation en gaz naturel durant 2019 a été lancée dans de nombreuses communes de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès de la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Retenue pour un montage financier de 480 millions DA, cette opération profite aux communes d'El-Hedjira, Benacer, Goug, Blidet Amor, Menaguar et Taïbet, à la faveur de la réalisation d'un réseau de distribution long de 70 km, a indiqué la chargée de la cellule de communication à la Sonelgaz, Rababa Douadi. Le projet, dont les travaux ont permis la réalisation jusqu'ici d'un linéaire de 17 km, permettra la généralisation de cette énergie au profit des communes,

notamment les régions reculées et qui en sont dépourvues. Un taux de couverture en gaz naturel de près de 83% a été enregistré jusqu'à fin mars dernier dans la wilaya d'Ouargla, soit plus de 89 616 abonnés (basse et moyenne tensions), dont 1 670 nouveaux branchements, selon la même source. La Direction de Sonelgaz a relevé, dans le cadre de l'amélioration du service public, la rénovation d'un réseau long de 5,5 km d'anciennes canalisations et l'enregistrement de 194 interventions des équipes techniques sur le réseau. Le programme annuel de Sonelgaz prévoit également l'organisation d'opérations d'entretien et de contrôle des réseaux du gaz, long de 2 224 km, l'entretien des soupapes, des stations de compression

du gaz et de branchement en cette énergies d'immeubles. La campagne de sensibilisation sur les risques d'utilisation du gaz naturel a ciblé 64 établissements scolaires, d'autres de formation professionnelle, une dizaine d'associations et centres d'alphabetisation, pour vulgariser les conditions d'utilisation sécurisée du gaz et les mesures préventives à prendre, a indiqué la même. Lancée en novembre dernier sous le signe «Hiver chaud et sécurisé sans accidents domestiques», cette action, encadrée par des cadres de l'entreprise, a donné lieu à la distribution de 20 000 dépliants explicatifs sur la prévention des risques d'utilisation du gaz naturel.

F. Y. /R. R.

A. O.

Rétablissement de la paix en Libye

Trump a discuté avec Haftar

■ Le président Trump a échangé lundi dernier, lors d'un entretien téléphonique avec Khalifa Haftar, sur la situation en Libye, a annoncé vendredi la Maison-Blanche.

Par Mondji Y.

« **L**e 15 avril, le président Donald Trump s'est entretenu avec le maréchal Khalifa Haftar pour discuter des efforts de la lutte contre le terrorisme en cours et de la nécessité de parvenir à la paix et à la stabilité en Libye», indique la Maison-Blanche dans un communiqué.

«Le Président a reconnu le rôle important du maréchal Haftar dans la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des ressources pétrolières de la Libye. Les deux hommes ont discuté d'une vision commune pour la transition vers un système politique démocratique et stable en Libye», précise la même source.

Jeudi, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni sur la Libye sans établir une stratégie claire pour réclamer rapidement un cessez-le-feu aux belligérants, alors que Washington et Moscou continuent d'opposer de la résistance à un projet de résolution britannique, selon des diplomates.

Les Etats-Unis et la Russie se



sont opposés à la publication d'une déclaration du Conseil, précisent les mêmes sources.

L'émissaire onusien, Ghassan Salamé, a dit aux 15 pays membres du Conseil qu'il était «très inquiet» de la perspective d'un embrasement ce week-end.

Ghassan Salamé a aussi

réclamé que le Conseil de sécurité prenne une position forte sur les violations de l'embargo sur les armes imposé sur le théâtre libyen, selon plusieurs sources diplomatiques à New York.

Depuis le 4 avril, les troupes conduites par Haftar ont lancé une agression contre la capitale

libyenne, siège du Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par la communauté internationale. Depuis plusieurs jours, ces troupes piétinent au sud de la capitale les lignes de front se situant entre 12 et 50 km de Tripoli.

Selon le dernier bilan publié

vendredi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au moins 213 personnes ont été tuées depuis le lancement de cette agression.

M. Y./APS

Règlement de la crise libyenne

L'Algérie «demeure un acteur dynamique»

Le vice-président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale de l'Etat de Libye (GNA), Ahmed Omar Miitig, a indiqué, vendredi, que sa visite à Alger constitue «un message clair» destiné à affirmer que l'Algérie demeurerait un «acteur dynamique» dans le règlement de la crise en Libye.

«Ma présence ici, à Alger, est justement un message clair et net pour réaffirmer que l'Algérie demeure «un acteur dynamique» en mesure d'émettre un avis différencié sur la situation en Libye», a souligné M. Miitig, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse, à l'issue de sa visite de deux jours à Alger.

M. Miitig a ajouté que «certains pays pensaient que l'Algérie ne pouvait pas être présente sur la scène internationale et que la situation interne actuelle du pays ne lui permettait pas d'assumer un rôle dynamique en Libye, notamment après l'agression des troupes de Khalifa Haftar contre Tripoli».

Reçu jeudi par le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, le vice-président du GNA s'est félicité de la position officielle algérienne qui a exprimé, a-t-il rappelé, son «plein soutien à l'édification d'un Etat démocratique et civil en Libye, ainsi qu'à l'unité de son territoire».

Soulignant, à l'occasion, que les peuples et gouvernements des deux pays sont solidaires et entretiennent des relations «historiques», M. Miitig a ajouté que le chef de l'Etat, Abdelkader

Bensalah, lui a réitéré «la position de l'Algérie quant au règlement des différends entre les parties libyennes, qui ne peut être réalisé que par la voie politique dans le cadre du dialogue national inter-libyen inclusif».

Dans ce contexte, M. Miitig a confié que son gouvernement a sollicité l'Algérie pour «soutenir et défendre la cause libyenne sur la scène internationale et régionale». «L'Algérie est présente et reste une force diplomatique sur la scène internationale. Personnellement, j'ai constaté durant ma visite la disponibilité des autorités algériennes et de son peuple à soutenir la Libye», a conclu M. Miitig.

Rome et Paris promettent des initiatives

La France et l'Italie vont travailler à des «initiatives» sur la Libye où il n'existe pas de solution militaire à la crise, qui peut devenir «dangereuse», ont annoncé vendredi à Rome leurs chefs de la diplomatie.

«Il n'existe pas de solution militaire qui permette de résoudre les complexes questions politiques en Libye», a déclaré le ministre italien des Affaires étrangères, Enzo Moavero Milanesi, lors d'une conférence de presse à l'issue d'une rencontre avec son homologue français Jean-Yves Le Drian.

«La crise peut devenir dangereuse», car «les éléments d'une détérioration sont là», averti ce dernier lors de ce point de presse. La France et l'Italie travaillent donc étroitement sur ce dossier, car, a assuré M. Le Drian, «il n'y aura pas de progrès possible en Libye sans une entente franco-italienne solide». C'est le cas aujourd'hui, a souligné le ministre français, assurant que les difficultés de ces derniers mois entre la France et l'Italie étaient «derrière nous».

Les deux ministres ont promis des «initiatives» sur le dossier libyen, sans toutefois donner de détails, expliquant notamment qu'elles feraient l'objet d'une

prochaine réunion à Rome entre des hauts diplomates français, italiens et de pays directement intéressés à la crise libyenne.

En attendant, «il faut arriver le plus rapidement possible à un cessez-le-feu», a dit le ministre italien, insistant sur la «totale» convergence de vues entre Rome et Paris sur ce sujet.

Interrogé sur les accusations récurrentes en Italie d'un soutien français au maréchal Khalifa Haftar, qui a lancé une offensive contre le Tripoli, M. Le Drian a réitéré la position française d'un cessez-le-feu immédiat et d'un dialogue politique. «Notre message est clair», a-t-il insisté.

L. M.

Méditerranée

Le Sommet des deux rives se tiendra le 23 juin à Marseille

Le Sommet des deux rives, Forum de la Méditerranée, se tiendra à Marseille les 23 et 24 juin 2019, a annoncé vendredi le ministère français des Affaires étrangères.

Ce sommet, a-t-il indiqué, a pour ambition de relancer la dynamique de coopération en Méditerranée occidentale par la mise en œuvre de projets concrets en faveur du développement humain, économique et durable dans la région.

Il s'inscrit dans le cadre du Dialogue 5+5 Méditerranée qui réunit cinq Etats de la rive sud de la Méditerranée (la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye) et cinq Etats de la rive nord (le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie et Malte).

L'Union européenne, l'Allemagne, mais aussi les organisations pan-méditerranéennes et les principales organisations éco-

nomiques internationales présentes dans la région sont associées à cette initiative, a-t-on ajouté.

Les principales organisations économiques internationales sont la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Le sommet repose, selon le Quai d'Orsay, sur la conviction que la société civile doit être «pleinement» associée à la définition d'un nouvel agenda «positif» pour la Méditerranée. Il intègre donc la société civile à travers, d'une part, cinq forums thématiques préparatoires et une réunion de synthèse organisés par des pays du dialogue 5+5.

Il y aura également la mobilisation de cent personnalités qualifiées de la société civile méditerranéenne issues des pays du dialogue 5+5.

Chaque Etat du dialogue 5+5 a suggéré dix personnalités issues de la société civile, l'une d'entre elles est désignée chef de file.

Ces personnalités qualifiées sont appelées «les Cent». Ils participent à l'ensemble des forums préparatoires thématiques dans une optique de restitution des débats et de recensement des idées et des projets. Ils se réuniront les 11 et 12 juin à Tunis pour un exercice de synthèse, «l'Assemblée des Cent», au cours duquel ils appelleront les chefs d'Etat et de gouvernement du Dialogue du 5+5 à prendre en compte leurs propositions d'actions concrètes.

Kamel L.



États-Unis

Après le rapport Mueller, une candidate démocrate appelle à destituer Trump

■ Une candidate à la Maison-Blanche a sonné vendredi la charge démocrate et appelé à destituer Donald Trump sur le fondement du rapport Mueller, publié la veille et qui contient des «conneries absolues» selon le président américain.

Elizabeth Warren, sénatrice progressiste du Massachusetts, est la première des candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 2020 à réclamer la destitution de M. Trump. Elle a souligné sur Twitter la «gravité» de faits dévoilés par le procureur spécial Robert Mueller, qui a enquêté sur l'ingérence russe dans la présidentielle de 2016. «Le rapport Mueller expose des faits qui montrent qu'un gouvernement étranger hostile a attaqué notre élection de 2016 pour aider Donald Trump et que Donald Trump a reçu favorablement cette aide», a affirmé M^{me} Warren. «Une fois élu, Donald Trump a entravé l'enquête sur cette attaque.» En conséquence, la Chambre des représentants «devrait lancer une procédure de destitution contre le président», a estimé M^{me} Warren.

«Ignorer les tentatives répétées d'un président pour entraver une enquête portant sur sa propre attitude déloyale infligerait un dommage profond et durable à ce pays.» Une procédure de destitution a toutefois, en l'état, peu de chances d'aboutir dans un Congrès divisé. Après 22 mois d'enquête, Robert Mueller a conclu dans son rapport de 448 pages qu'il n'y avait pas eu d'entente entre l'équipe du républicain Donald Trump et Moscou, même si certains contacts avaient été établis. Mais ses conclusions n'ont pas blanchi le président des États-Unis des soupçons d'entrave à la justice. Donald Trump, s'estimant au contraire totalement exonéré, a crié victoire et s'en est pris avec véhémence à certains des témoins figurant dans cette enquête ayant empoisonné les deux premières années de

son mandat. «Des allégations sont faites sur moi par certaines personnes dans le délirant rapport Mueller, lui-même écrit par 18 démocrates en colère enragés contre Trump, qui sont montées de toutes pièces et totalement fausses», a lancé M. Trump vendredi. Certaines de ces allégations sont «des conneries absolues», a même tempêté le président américain. Mais les démocrates comptent bien capitaliser sur le fait que les conclusions du rapport Mueller ne l'ont pas totalement blanchi sur le volet d'entrave à la justice. Agitée par plusieurs élus les plus à gauche, l'option potentiellement explosive de la destitution a jusqu'ici été écartée par les chefs du parti. Les démocrates ont en revanche juré de poursuivre l'enquête au Congrès. A ce titre, ils ont adressé une assignation pour obtenir, d'ici le 1^{er} mai, «la version intégrale du rapport Mueller», celle publiée jeudi étant purgée de ses informations confidentielles. Des «gesticulations politiques», a rétorqué un porte-parole de la Maison Blanche. Cette demande «est prématurée et inutile», a abondé un porte-parole du ministère de la Justice, arguant avoir proposé à certains élus du Congrès d'avoir accès à une version plus complète. Cette solution a été rejetée par les ténors démocrates – un désaccord qui promet une longue bataille judiciaire. Les démocrates ont par ailleurs déjà demandé au procureur Mueller de venir témoigner devant la Chambre des



PH. > D. R.

représentants d'ici le 23 mai. L'administration Trump a déclaré qu'elle ne s'y opposerait pas. Forts de leur majorité à la Chambre des représentants, les démocrates disposent du pouvoir de lancer des enquêtes parlementaires, de citer des témoins à comparaître et de réclamer des documents. Dans son rapport d'enquête, le procureur spécial relève notamment que le locataire de la Maison Blanche a tenté de le limoger, sans y parvenir, parmi d'autres actes visant à torpiller son enquête. Le texte affirme également que M. Trump a très mal pris la nomination du procureur spécial. «Oh mon Dieu. C'est terrible. C'est la fin de ma présidence. Je suis foutu», aurait réagi l'ex-

magnat de l'immobilier. Deux ans plus tard, le président américain a de nouveau qualifié l'enquête russe d'«arnaque qui a commencé de manière illégale et qui n'aurait jamais dû se produire». «Il est maintenant temps de renverser la situation et de traduire en justice certaines personnes torpues et dangereuses qui ont commis des délits très graves, peut-être de l'espionnage ou de la trahison», a-t-il tweeté. L'ex-candidat républicain à la présidentielle américaine Mitt Romney a été l'une des très rares voix républicaines à s'élever contre le président après la publication du rapport Mueller, se disant «écœuré» et «consterné».

Rosa C.



Impuissance

Écœurement

Par Fouzia Mahmoudi

Le candidat Républicain à l'élection présidentielle américaine de 2012, Mitt Romney, avait été lourdement critiqué, notamment pour sa tendance à utiliser tous les moyens disponibles légalement pour payer le moins d'impôts possible, alors même que sa fortune est estimée à plus de 200 millions de dollars. Sa faiblesse argumentaire et son manque de charisme lors des débats avec son adversaire de l'époque, Barack Obama, qui prétendait à un second mandat à la Maison-Blanche, avait alors fait les choux gras des médias et des réseaux sociaux. Aujourd'hui, l'ancien candidat qui a largement perdu face à son opposant Démocrate, se lève vent debout contre Donald Trump. En effet, l'ex-candidat Républicain a éreinté cette semaine le président américain après les conclusions de l'enquête russe, se disant «écœuré» par la conduite de la Maison-Blanche et «consterné» par les contacts de son équipe de campagne avec Moscou. Aujourd'hui sénateur, Mitt Romney est l'une des très rares voix républicaines à s'élever contre le président après la publication jeudi du rapport du procureur spécial Robert Mueller. Après 22 mois d'enquête sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016, Mueller a conclu qu'il n'y avait pas eu d'entente entre l'équipe de campagne de Donald Trump et Moscou. Il ne l'a en revanche pas blanchi des soupçons d'entrave à la justice. Romney s'est réjoui en demi-teinte, dans un communiqué, qu'il n'y ait pas eu «assez de preuves pour inculper le président des États-Unis d'avoir complété avec un adversaire étranger ou d'avoir fait entrave à la justice. L'inverse nous aurait mené vers un processus déchirant qui aurait pu mener à une crise constitutionnelle». «Quand bien même, je suis écœuré par l'étendue et l'ampleur de la malhonnêteté et des errements d'individus occupant la plus haute fonction du pays, y compris le président», assène ensuite Romney. «Je suis également consterné que, entre autres choses, des compatriotes travaillant pour une campagne présidentielle aient été heureux d'accepter de l'aide de la part de la Russie, y compris des informations qui avaient été obtenues illicitement; qu'aucun d'entre eux n'ait prévenu la police américaine; et que le directeur de la campagne (Paul Manafort) ait été engagé activement dans la promotion des intérêts russes en Ukraine», poursuit le sénateur de l'Utah. «Lire ce rapport, c'est faire le sombre constat d'à quel point nous nous sommes éloignés des aspirations et principes des fondateurs des États-Unis», conclut-il. Romney n'en est toutefois pas à sa première critique de Donald Trump, qu'il avait notamment traité de «charlatan» pendant la campagne de 2016. Il avait ensuite tempéré ses déclarations publiques. Mais il fait partie néanmoins du groupe au sein du parti Républicain qui critique ouvertement Trump et qui poussera certainement le parti à tenter de trouver un opposant dans leur rang au président Républicain, qui pour le moment semble confiant et commence déjà, en sous-mains, sa campagne pour la présidentielle de 2020. F. M.

Venezuela

Guido appelle à «la plus grande manifestation de l'histoire» du pays le 1^{er} mai

Le chef de file de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido a appelé vendredi à «la plus grande manifestation de l'histoire» de son pays le 1^{er} mai, pour que cesse «l'usurpation» du pouvoir dont est coupable, selon lui, le président Nicolas Maduro. «Nous appelons tout le peuple du Venezuela à participer à la plus grande manifestation de l'histoire de ce pays le 1^{er} mai, pour exiger que cesse définitivement l'usurpation», a déclaré Juan Guaido lors d'un discours face à des centaines de partisans réunis sur une place de Caracas. «Miraflores ! Miraflores !», ont alors lancé des sympathisants, en référence au Palais où se trouve la présidence vénézuélienne qu'il dispute à Nicolas Maduro. Car en lançant en mars l'«Opération Liberté», la feuille de route qui doit, selon lui, lui permettre de déloger M. Maduro du pouvoir, Juan Guaido avait assuré que le point d'orgue de la mobilisation populaire aurait lieu précisément à

Miraflores. Or dans son discours, l'opposant s'est gardé d'évoquer ce palais situé en plein cœur de Caracas. «Le point d'arrivée de cette manifestation sera celui d'où nous exigerons que cesse définitivement l'usurpation», a-t-il simplement dit. La date retenue pour cette nouvelle manifestation est hautement symbolique puisque chaque 1^{er} mai le gouvernement vénézuélien, qui se réclame de l'héritage du défunt président Hugo Chavez (1999-2013), organise de grands défilés à l'occasion de la Fête du travail. Depuis qu'il s'est auto-proclamé président par intérim le 23 janvier, et qu'il a été reconnu comme tel par une cinquantaine de pays sur 193, dont les États-Unis, le jeune président du Parlement appelle régulièrement à manifester contre Nicolas Maduro, dont il juge le deuxième mandat illégitime car reposant sur les résultats d'élections selon lui frauduleuses l'an passé. Le pouvoir vénézuélien accuse, lui, Juan

Guaido de vouloir fomenter un coup d'Etat avec l'appui des États-Unis. «L'usurpateur ne va pas céder le pouvoir. Seule la pression des citoyens, seule la force de la rue va nous permettre d'aller de l'avant», a encore lancé M. Guaido pendant son discours vendredi. Washington s'est félicité vendredi de l'action de M. Guaido dans un tweet de John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale du président Donald Trump. «Grâce à l'approche audacieuse du président par intérim Juan Guaido, la communauté internationale et le peuple du Venezuela voient maintenant un chemin possible vers l'espoir et la prospérité pour l'emporter sur la corruption et la dictature faillie de Maduro», a écrit M. Bolton. Cet appel à manifester le 1^{er} mai est le signe que Juan Guaido tente de se «régénérer» et de contrer l'idée que sa stratégie est en train de stagner, estime le politologue Carlos Romero. L'opposant âgé de 35 ans mise sur la lutte politique.

Développement durable

FMI : relever les grands défis passe par des financements adéquats

■ Les plus nobles intentions de la communauté internationale, exprimées sous la forme des Objectifs de développement durable (ODD), resteront irréalisables, a indiqué le représentant spécial du FMI auprès des Nations unies, dans un article publié sur le site web de l'Organisation.

Par Siham B.

Ainsi, selon Christopher Lane, les décideurs devraient donc tenir compte des récentes difficultés rencontrées en matière de financement du développement et recentrer leur attention sur des stratégies nationales résolues afin que leurs meilleures intentions puissent se concrétiser.

Les ressources nécessaires pourraient être obtenues en alliant mobilisation des recettes, financement privé et développement du secteur financier. Pour atteindre ces objectifs mondiaux, les décideurs seront donc appelés à mener des actions collectives et à pratiquer un «nouveau multilatéralisme».

Une nouvelle étude de l'ONU, réalisée grâce aux importantes contributions du FMI, du groupe de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce, du Programme des Nations unies pour le développement et d'autres agences onusiennes, dresse un bilan détaillé des mesures prises par les pays et la communauté internationale pour mobiliser les financements nécessaires.

«Les besoins de financement sont loin d'être modiques selon une étude du FMI publiée plus tôt cette année, dans les pays à faible revenu et les pays émergents, les principaux ODD en matière d'éducation, de santé, d'électricité, de routes, d'eau et d'assainissement, dont la réalisation permettrait d'élargir l'accès des populations à ces services, requièrent des dépenses annuelles supplémentaires de 2 600 milliards de dollars jusqu'à 2030», a noté la même source.

Les pays à faible revenu et les pays fragiles affichent des besoins de financement particulièrement importants car leur niveau de départ est bas, leur

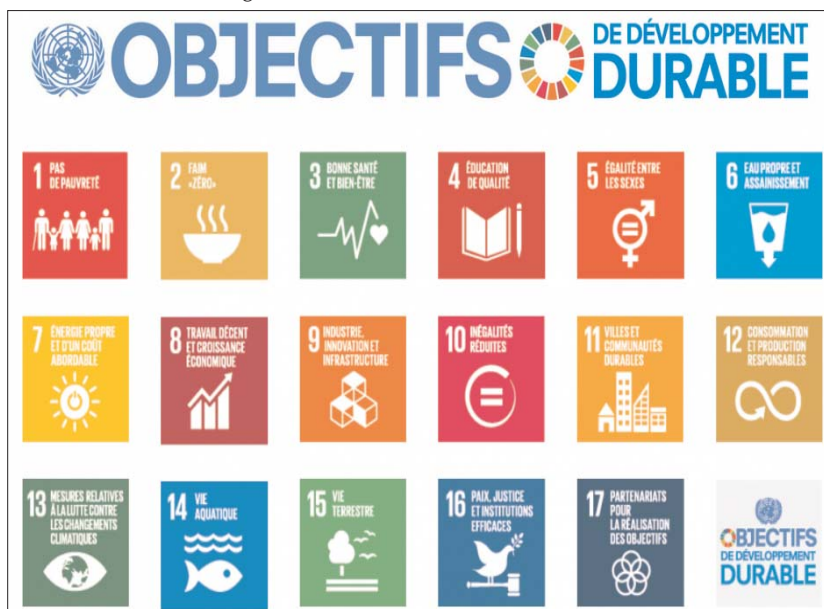
croissance démographique est rapide et leur trajectoire de croissance est faible, ils représentent un cinquième des besoins de financement totaux.

30 pays à faible revenu en surendettement ou bien en risque élevé de l'être

Il ressort également du rapport de l'ONU que certaines des récentes évolutions pourraient rendre la mobilisation des financements encore plus difficile : la croissance mondiale semble avoir atteint son sommet, les restrictions commerciales s'intensifient, certains pays émergents connaissent une inversion des flux de capitaux et les risques liés à la dette s'amplifient. Il est à noter qu'environ 30 pays à faible revenu sont à un risque élevé de surendettement ou en surendettement (voir aussi le blog du FMI La dette, un obstacle sur la route des objectifs de développement durable) et «nous sommes bien à un moment délicat pour l'économie mondiale, comme la remarqué la directrice générale du FMI au début du mois», lit-on également dans cette même publication.

Selon M. Lane, le rapport sur le financement du développement durable comporte plus de quarante recommandations spécifiques à l'usage des Etats membres de l'ONU pour mieux aligner financements et investissements en faveur des objectifs de développement durable, ajoutant que quatre propositions méritent une attention particulière.

Il s'agit pour commencer de la proposition selon laquelle il faudrait mettre au point un cadre de financement, ce dernier étant souvent le maillon faible des plans nationaux de développement durable. Une étude récente a montré que plus des trois



quarts des 107 plans nationaux ne contiennent pas de chiffrage ou de détails sur le financement et le rapport fournit des recommandations concrètes sur l'opérationnalisation d'un cadre de financement ainsi que des exemples de pays ayant élaboré des plans basés sur des flux de financement à la fois publics et privés.

Il est de même proposé d'améliorer les stratégies de mobilisation des recettes à moyen terme sachant que le rapport recommande d'établir des stratégies de mobilisation des recettes à moyen terme résultant d'un consensus national, capables d'appuyer les réformes tout au long du cycle politique et de mettre en évidence le lien entre recettes supplémentaires et prestation de services publics efficaces et équitables. La stratégie de mobilisation des

recettes ambitieuse de l'Indonésie constitue un bon exemple, celle-ci vise à augmenter les recettes de 10 à 15% du PIB à moyen terme. En outre, les stratégies nationales pourraient être appuyées par un effort concerté à l'échelle internationale pour réformer le régime fiscal des entreprises, souligne la même source. Il est également recommandé d'assurer la viabilité de la dette. Fondées sur un examen approfondi des risques liés à la dette, une série de démarches sont proposées pour aider les pays à détecter rapidement les facteurs de vulnérabilité et à mieux gérer leur dette.

En ce sens, il est noté que le rapport souligne le fait que chaque crise de la dette a ses propres particularités et examine les efforts déployés par la RDC, le Niger et le Mozambique pour restructurer leur dette et les diffi-

cultés auxquelles il se heurte pour y parvenir.

Aussi, les propositions comportent de «se préparer aux crises futures», vu que les plans, stratégies et outils, aussi bons soient-ils, ne suffisent pas à préparer les pays en développement à une éventuelle crise financière et aux effets de contagion des pays avancés.

Le rapport réaffirme qu'il faut veiller à ce que le dispositif mondial de sécurité financière soit adéquat et exhaustif, notamment au moyen de l'actuel examen des accords de financement du FMI (quinzième révision des quotes-parts).

Bien qu'elles soient grandes, les difficultés de financement ne sont pas insurmontables pour la plupart des pays, a tout de même souligné cette publication.

S. B./APS

Coopération

La Banque mondiale accorde 250 millions dollars au Mali

Une enveloppe d'un montant de 250 millions de dollars a été accordée par la Banque mondiale au Mali et ce, dans le cadre de son appui budgétaire à ce pays au titre de l'année 2019, selon des médias locaux. Cette décision de multiplier par six le niveau de son appui budgétaire au Mali, a été prise par la BM à l'issue des discussions en vue de soutenir les efforts du gouvernement malien, tenues en marge des Réunions de printemps 2019 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Washington. En effet, une délégation conduite par le

ministre malien de l'Economie et des Finances, D' Boubou Cissé, a rencontré les responsables de la Banque mondiale pour des discussions sur le suivi de la mise en œuvre des réformes sectorielles

présentées par les autorités maliennes dans le cadre de la nouvelle série d'appui budgétaire général. Selon un communiqué du ministère malien de l'Economie et des Finances, «les

deux parties ont convenu du renforcement des réformes en cours concernant le secteur de l'électricité, l'amélioration du programme de subventions des intrants agricoles, le capital humain et la ges-

tion foncière». Et d'ajouter que «de nouvelles réformes devront être engagées dans le domaine des finances publiques, de la gouvernance, de la santé et de l'éducation».

Hania T.

Commerce au premier trimestre

Le volume commercial sino-russe en hausse de 9,8%

Le commerce entre la Chine et la Russie a atteint 24,2 milliards de dollars au premier trimestre de cette année, en hausse de 9,8% par rapport à la même période l'année dernière, selon le ministère chinois du Commerce (MCC).

Le commerce bilatéral entre les deux pays devrait maintenir sa dynamique en 2019, a annoncé Luo Weidong, directeur du Département des affaires eurasiatiques du MCC, lors du Salon international de l'investissement et du commerce de Chine (Tianjin).

L'investissement chinois en Russie s'est étendu à la construction des infrastructures, à la fabrication d'équipement, à l'industrie pétrolière et chimique et aux technologies de l'information, a indiqué M. Luo.

M. L.



Coupe d'Algérie féminine U16 de handball
**L'Entente Saddouk et l'ASF Arba
se disputeront le trophée**

L'ENTENTE sportive Seddouk et l'ASF Arba se sont qualifiées pour la finale de la Coupe d'Algérie de handball féminin des moins de 16 ans, à l'issue des demi-finales disputées vendredi. L'Entente de Seddouk s'est imposée face au

CSE Azzaba sur le score de 24 à 20 en demi-finale disputée à la salle omnisports de Tadjenanet, alors que l'ASF Arba a éliminé le GS Pétroliers sur le score 15-14, lors de la seconde demi-finale, disputée à la salle de Baraki.

Karaté / Golden League (Shotokan et Shito Ryu)
**Les sélections nationales chercheront
le bronze**

LES SÉLECTIONS algériennes (seniors/messieurs) de Shotokan et de Shito Ryu se sont qualifiées vendredi pour les finales de la troisième place de la Golden League 2019 de Karaté Do, qui se déroule du 19 au 21 avril à Rabat (Maroc). La sélection algérienne de Shotokan se compose de Hicham Nemla, Abdelhadi Ouchaooua et Mohamed Ouchène, alors que celle de Shito Ryu se compose de Hakim Houa, Mouad Tas et Samir Lakrouit. Les sélections algériennes espèrent aller au bout,

en remportant au moins le bronze, car cette compétition est qualificative pour les prochains Jeux Olympiques d'été, prévus en 2020 à Tokyo (Japon). Les karatékas se qualifient pour ces olympiades sur la base de leur classement mondial, dans chacune des catégories de poids, et les points nécessaires à cette qualification leurs sont attribués en fonction des résultats obtenus aux Championnats du monde et aux Championnats continentaux, ainsi que leurs résultats lors des étapes des Golden League.

Tennis / Tournoi ITF J2 à Florence (Tableau final)
Rihane sorti au deuxième tour

LE TENNISMAN algérien Youcef Rihane a été éliminé vendredi d'un tournoi international «juniors» actuellement en cours à Florence (Italie), après sa défaite par eux sets à un, au deuxième tour du Tableau final, contre l'Italien Filippo Moroni. Après avoir concédé le premier set (6-4), l'Algérien s'est bien ressaisi dans le deuxième, qu'il a assez facilement remporté (6-2), avant de retomber dans ses travers et de s'incliner une nouvelle fois (6-3). Un beau combat tout de même pour Rihane, face au redoutable Italien, qui au premier tour avait sorti la tête de série N1, l'Américain Tyler Zink, qui occupe actuellement le 28^e rang mondial. De son côté,

Rihane avait sorti l'Italien Samuel Vincent Ruggeri, qu'il avait battu par deux sets à un : 7-5, 5-7, 6-4. Moroni se place actuellement au 107^e rang mondial, alors que l'Algérien est 70^e. De Grade 2, le tournoi international de Florence qui se déroule sur les courts en terre battue du club «Circolo del tennis Firenze» a drainé la participation de plusieurs joueurs figurant dans le Top 60 mondial de la catégorie juniors. Rihane (né en 2001) reste sur une brillante victoire au tournoi international de Cap-d'Ail, clôturé samedi dernier en France et qui lui avait permis d'améliorer sensiblement son classement mondial.

Handball Coupe d'Algérie féminine U20
L'US Akbou-NRB Hammamet en finale

L'US AKBOU et le NRB Hammamet se sont qualifiés pour la finale de la coupe d'Algérie de handball féminin des moins de 20 ans, à l'issue des demi-finales disputées vendredi. L'US Akbou s'est imposée

face à l'USE Tipaza sur le score de 53 à 8 à la salle omnisports de Bouira, alors que le NRB Hammamet a éliminé le GS Pétroliers sur le score 32-16, lors de la seconde demi-finale, disputée à la salle de Baraki.

Ligue I Mobilis (27^e journée)
**Le leader en danger,
la JSK à l'affût**

■ Le leader de la Ligue I Mobilis, l'USM Alger, sera en danger pour le compte de cette 26^e journée en se rendant au stade du 8-Mai-1945 de Sétif pour croiser le fer avec l'Entente locale.

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir qui marquent le pas ces derniers temps en se faisant surprendre même à domicile, risquent de laisser encore des plumes lors de ce match, aujourd'hui face à la formation sétifienne. L'Aigle Noir n'a, en tout cas, pas le droit à l'erreur et se doit de l'emporter s'il souhaite terminer sur une bonne note, surtout que l'équipe reste sur une défaite à domicile en demi-finale aller de la Coupe d'Algérie face à la JSMB. De son côté, le dauphin, la JS Kabylie, tentera de profiter d'un quelconque faux pas du leader pour revenir à sa hauteur et jouer donc la carte du titre de champion. Les Canaris croient plus que jamais en leurs chances de remporter le championnat au cas s'ils réussissent à prendre un maximum de points lors des cinq dernières journées. Toutefois, la bande à Dumas doit faire très attention à cette équipe du MCO qui telle une bête blessée viendra chercher au moins le point du nul. Le Paradou AC, qui est à la troisième place du podium et souhaite la garder, se doit de l'emporter à domicile au stade de Bologhine face à la JS Saoura sous peine de laisser passer une belle opportunité d'être parmi les premiers. Les Succistes, eux, pensent pouvoir réussir un résultat probant qui leur permettra de rester au pied du podium. Le derby algérois qui mettra aux



Les Usmistes risquent gros

prises le CR Belouizdad au NA Hussein-Dey se jouera avec des objectifs diamétralement opposés. Ainsi, les Belouizdadistes ne sont pas encore sauvés de la relégation et ont besoin des points de cette rencontre, alors que les Sang et Or souhaitent l'emporter pour accrocher le podium qui reste encore possible. Au bas du tableau, le match qui opposera l'AS Aïn M'ilia au MO Béjaïa sera le choc des mal-classés, étant donné que les deux formations sont menacées de relégation. Les M'iliis souhaitent s'en tirer et pour cela ils doivent l'emporter coûte que coûte. Le MC Alger reçoit, lui, le CA Bordj Arréridj avec l'ambition de gagner pour se relancer dans la course à une place

qualificative à une compétition continentale, alors que les Bordjiens croient toujours au maintien. Enfin, l'USM Bel Abbès et l'O Médéa feront tout pour l'emporter, respectivement face au DRB Tadjenant et le CS Constantine pour mieux respirer, même si les gars de la Mekerra sont dans une position difficile.

M. M.

Le programme :
Dimanche 21 avril 2019 à 16h :

- CRB-NAHD
- JSK-MCO
- OM-CSC
- ASAM-MOB
- MCA-CABBA
- USMBA-DRBT
- ESS-USMA
- PAC-JSS

Nottingham Forest
Hilal Soudani reprend

avant la fin de la saison, a indiqué son club Nottingham Forest (Championship - 2^e division anglaise).

Donné indisponible pour le restant de la saison, Hilal Soudani a finalement déjoué les

pronostics et réussi à se remettre sur pied. L'attaquant algérien, gravement blessé au genou l'automne dernier, s'est entraîné avec Nottingham Forest mercredi, soit au lendemain de son retour de Doha où il se soignait au centre d'Aspetar. Ce qui est en soi un grand pas dans le processus de guérison de l'attaquant des Verts qui devra désormais retrouver toutes ses sensations pour espérer grignoter du temps de jeu d'ici à la fin de la saison. Hilal Soudani peut encore espérer jouer avant que la Championship ne clot son barium. Ses chances de prétendre à une place dans le groupe de Djamel Belmadi en prévision de la CAN-2019 sont tributaires de son temps de jeu en club. L'attaquant de Forest n'a pas tiré définitivement un trait sur la CAN-2019, même s'il a déclaré récemment dans une interview à la chaîne Al Kaas souhaiter «bon courage à Djamel Belmadi à la CAN-2019 avec ou sans moi».

Athlétisme/Championnats d'Afrique U18 et U20
Zadi réussit une grosse performance

LAlgérien Mohamed Abderrahmane Zadi, spécialiste du 110m/haies qui s'est essayé pour la première fois au décathlon lors des Championnats d'Afrique des moins de 18 ans et des moins de 20 ans actuellement en cours à Abidjan (Côte d'Ivoire) a déjoué tous les pronostics en remportant la médaille d'or. «Zadi est beaucoup plus spécialisé dans le 110m/haies chez les moins de 20 ans. Lorsqu'il m'a proposé de s'essayer au décathlon lors de ces Championnats d'Afrique, je n'ai pas été contre, car j'étais convaincu de sa capacité à monter sur le podium. Finalement, il a fait beaucoup mieux en remportant la médaille d'or. Donc, chapeau bas !», a indiqué l'entraîneur Salim Guezmoura, agréablement sur-

pris par la performance de son protégé. Le sacre de Zadi a été loin d'être facile, surtout qu'outre son statut de novice dans cette discipline, certains pays comme l'Egypte et l'Afrique du Sud lui ont imposé une rude concurrence, de la première à la dernière journée de compétition. Mais sa volonté et son abnégation lui ont permis de sortir vainqueur avec un total de 6373 points, et d'offrir ainsi à l'Algérie sa première médaille d'or dans cette compétition. Une performance bonifiée par une autre breloque en métal précieux, décrochée par Abdenour Ameur sur le 10.000m marche des U18 (garçons), ainsi que trois médailles d'argent, œuvre d'Abdelmalek Benziada (lancer de marteau/U18 garçons), Rahil Hamel (100m

haies/U18 filles) et Bilal Afer (saut en hauteur/U20 garçons). L'Algérie a engagé un total de 30 athlètes dans cette compétition qui se déroule du 16 au 20 avril dans la capitale ivoirienne Abidjan, et qui enregistre la participation de 36 pays. Les sélections nationales U18 et U20 sont encadrées par Tarik Kessaï, directeur des jeunes talents sportifs au niveau de la Fédération algérienne d'athlétisme (DJTS/FAA). Ce dernier table sur une moisson comprise «entre huit et dix médailles, tous métaux confondus, particulièrement dans les épreuves de marche, saut et lancer», ainsi que dans les épreuves combinées.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Concours Cirta-Sciences à Constantine

La lycéenne Djoumana Khelifi remporte le premier prix

L'ÉLÈVE Djoumana Khelifi du lycée Ali-Khelifa (Constantine), a remporté samedi le premier prix de la 11^e édition du grand concours scientifique annuel «Cirta-science», initié par l'association locale Sirius d'astronomie. Les deuxième et troisième prix de ce concours organisé en février dernier sont revenus respectivement à Bouchra Debar et Aymene Hamza, des élèves des lycées «Hemadi-Menasriya» et «Youghourta», situés au chef-lieu de wilaya. Des sujets liés aux sciences physiques et d'astronomie, les sciences de la vie, la chimie et la géographie ainsi que les sciences de la terre ont été proposés aux 600 concourants pour le prix de l'association. Les lycéens qui ont participé à cette édition ont été sélectionnés selon leur moyenne du premier trimestre de l'actuelle année scolaire, a-t-il souligné lors de cette rencontre organisée dans le cadre des activités marquant la célébration de la Journée du savoir (Youm El Ilm). Ce grand concours

dont les épreuves préliminaires ont concerné des lycéens des différentes communes de la wilaya, vise surtout «à découvrir de jeunes talents dans le domaine des sciences et à créer une atmosphère compétitive au sein de cette frange des élèves», a indiqué à ce propos M. Mimouni. Les trois heureux vainqueurs effectueront un voyage en Jordanie à la fin de l'été prochain, où ils visiteront la cité antique de Pétra et l'accélérateur de particules du Moyen-Orient, a signalé M. Mimouni également enseignant au département de physique à l'université de Constantine. Les trois lauréats du concours Cirta Sciences de l'année 2018 ont visité la Pologne lors d'un voyage intitulé «Sur les traces de Copernic», savant polonais considéré, aujourd'hui encore, comme étant «le père de l'astronomie moderne par la communauté de l'astronomie mondiale», ont rappelé les organisateurs.

M. L.

Dans différentes wilayas du pays

Sûreté nationale : saisie de 44 kilos de kif traité

LES SERVICES de la Sûreté nationale ont mené dans les wilayas d'Ain Témouchent, d'Annaba et de Ghardaïa, des opérations de démantèlement de réseaux de trafic de drogues solides par la saisie de 44 kilos de kif traité, ont indiqué ces mêmes services, samedi, dans un communiqué. A Annaba, le service régional de lutte contre le trafic illicite des drogues, «a démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogues, composé de 3 individus, et saisi 26,5 kg de kif traité destiné à la commercialisation», précise la même source. Cette opération a eu lieu suite à l'interception d'un camion au niveau d'un point de contrôle, en plein centre-ville de Souk Ahras, dont le conducteur a fini par révéler l'identité de ses deux complices. Dans le même contexte, les services de sûreté

de la wilaya d'Ain Témouchent ont mis fin aux agissements d'un réseau criminel de trafic de drogues composé également de 3 individus, et récupéré 13,750 kg de kif traité. Exploitant des informations, les services de wilaya de police judiciaire ont mis sur pied un plan qui a conduit à l'arrestation des mis en cause et à la saisie de la quantité de kif traité. De leur côté, les éléments de la sûreté de la daïra d'El Ménéea (Ghardaïa) ont procédé à l'arrestation de 3 individus et à la saisie de 3,800 kg de kif traité destiné à la commercialisation. C'est suite à l'interception d'un véhicule au centre-ville d'El Ménéea à bord duquel a été découverte la quantité de drogue que cette arrestation a eu lieu et une enquête ouverte, précise le communiqué.

Y. H.

Pacifique toujours



Loumis

Djalou@hotmail.com

Angoisse des ménages à l'approche du ramadhan

La frénésie des achats s'installe

■ Le ramadhan approche à grandes enjambées. Cette perspective est source de fortes préoccupations pour les ménages de petite bourse. En effet, certains s'affolent déjà : «comment peut-on assumer les dépenses durant ce mois ?» se demande-t-on.

Par Meriem Benchaouia

A lors que d'autres tremblent de peur que le marché flambe, comme cela a été toujours le cas en pareille occasion. A moins de deux semaines, les préparatifs vont bon train et la frénésie de la consommation connaît son apogée. Ainsi, les ménagères se lancent dans une course contre la montre pour se doter de tout ce qu'il faut pour la circonstance. Dans les marchés, au niveau des grandes surfaces tout comme dans les épiceries les plus modestes, ils sont nombreux à venir constituer leur stock d'épices, de thé, de fruits secs et autres ingrédients destinés à préparer les plats servis spécialement à cette circonstance ainsi que les friandises qui les accompagnent traditionnellement. Mais cette boulimie des achats est-elle fondée ou c'est une habitude que les Algériens ont pris au fil des années ? Chez certains pères de famille, cette inquiétude est justifiée car si le ramadhan permet d'augmenter substantiellement le chiffre d'affaires des commerçants, il vide cependant le porte-monnaie des ménages. Hélas, c'est aussi, pour quelques spéculateurs sans vergogne, le mois de tous

les excès. Une flambée de prix que le consommateur averti a appris à appréhender à l'avance. «Les choses peuvent évoluer rapidement. Il est vrai qu'actuellement les prix sont plus qu'attractifs, mais cela peut changer très vite. C'est pour cela que j'essaie de prendre mes dispositions autant que faire se peut», témoigne un père de famille. Il faut dire que les Algériens sont confrontés à ce problème récurrent de la flambée des prix des produits de première nécessité à chaque ramadhan. L'année passée, malgré «les mesures qui ont été prises» les prix des fruits et légumes mais aussi de la viande (rouge et blanche) ont enregistré une hausse vertigineuse. Ces produits de large consommation restaient inaccessibles à la grande majorité des citoyens. Un citoyenne approchée pour l'occasion a affirmé prévoir des dépenses s'échelonnant de 10 000 à 15 000 dinars pour préparer l'arrivée de ce mois. «Avec mes courses habituelles à l'avance quand c'est la bonne saison, je pense toujours à congeler certains aliments : légumes pour les soupes comme les petits pois écossés, tomates fraîches en coulis fait maison, etc.», explique-t-elle. «Et pour éviter de faire de longues queues dans les

magasins pris d'assaut à cette époque, je mets de côté les denrées qui se conservent bien», a-t-elle expliqué. Et puis face à ces tentations, il y a surtout ceux qui sont pris dans une frénésie de dépenses. «Il est impensable de recevoir du monde dans un décor terne et sans originalité», explique Samia, fonctionnaire et mère de deux enfants. «Alors je change un rideau par ci, j'ajoute un tableau par là, je me fais plaisir et je fais plaisir à mes invités». Elle a aussi besoin de renouveler son linge de maison, sa vaisselle, ainsi que les éléments de décoration. «Bien sûr, cela me coûte de l'argent, mais je ne pense pas être la seule», ajoute-t-elle. «Il n'y a qu'à voir la foule dans les magasins à quelques jours du ramadhan !». Le ramadhan, c'est aussi l'occasion de lancer de nouveaux produits sur le marché et de multiplier les campagnes publicitaires pour attirer des consommateurs, dans la mesure où les besoins des gens ont évolué. Malheureusement, cela pousse bien souvent de nombreux consommateurs saisis par cette fièvre de dépenses du ramadhan à payer sans compter et à s'endetter.

M. B.

Tizi Ouzou

Des voleurs de véhicules sous les verrous

Trois voleurs de véhicules ont été arrêtés et placés sous mandat de dépôt en fin de semaine écoulée à Tizi Ouzou, a annoncé la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué. «Suite à l'exploitation d'un renseignement

recueilli sur le terrain, en rapport avec une affaire de vol de véhicules, commis à travers la ville de Tizi-Ouzou et sa périphérie, les forces de police de la brigade criminelle du SW.PJ (sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou), ont mené des investigations qui

ont permis d'identifier puis arrêter trois individus impliqués, âgés respectivement de 31 à 35 ans, repris de justice, demeurant à Larbaâ Nath-Irathen, Tizi-Ouzou, et Alger», précise la même source. Présentés au parquet de Tizi-Ouzou, jeudi

dernier, ils ont été mis en détention préventive pour «association de malfaiteurs en vue de la commission d'un délit, vols qualifiés, commis de nuit en réunion».

Hamid M.